

## Développement et Savoir local

Pierre G. NAKOULIMA

Directeur

Centre d'Étude pour la Promotion, l'Aménagement  
et la Protection de l'Environnement (CEPAPE) /  
Université de Ouagadougou, Burkina Faso

### Introduction

L'intérêt des organisations internationales pour les savoirs locaux est de peu d'ancienneté. Il s'origine dans ce qu'on peut appeler les dégâts et l'échec du développement, le développement entendu comme « *modernisation forcée des formes de production* » selon le mot de J. Copans. Il signifiait dans cette perspective modernisation des formes sociales, politiques et économiques des sociétés non occidentales, en d'autres termes sinon la destruction du moins la déstructuration des relations, des systèmes sociaux et des savoirs autochtones. La modernisation devait sonner le glas des peuples autochtones et de leur culture. L'anathème jeté sur les savoirs locaux était total puisque la modernité s'entendait comme déploiement d'une société rationnelle maîtrisant et transformant la nature selon le vœu cartésien tel que formulé dans la sixième partie du **Discours de la méthode**. Mais les choses vont prendre une autre tournure depuis que le développement a pris l'allure d'une crise globale de l'humanité, une crise à la fois anthropologique, politique, écologique et climatique. Les savoirs locaux, dans ce contexte de crise environnementale aiguë, prennent des allures sinon de panacée du moins de possibilités, de perspectives de solutions. Qu'est-ce qui autorise ce regain d'intérêt pour des savoirs dont une certaine modernité avait voulu faire table rase? Ces savoirs traditionnels peuvent-ils venir au secours du monde actuel?

### I. L'échec et les dégâts du développement comme valorisation des savoirs locaux

S'il est une préoccupation d'envergure pour l'humanité en ce 21<sup>e</sup> siècle c'est bien la question du développement et du sous-développement. Cette question, depuis la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, est l'objet de recherche, de réflexion tant pour les intellectuels, les universitaires, la société civile que pour la communauté internationale et une abondante littérature lui a été et lui est toujours consacrée. Pour lutter contre le sous-développement des politiques et des pratiques multiformes, parfois contradictoires ont vu le jour. Si au départ le sous-développement a été appréhendé comme un simple problème technique rapidement soluble (voir le discours du président Truman) à l'épreuve des faits, et en raison des échecs il apparaîtra comme un problème complexe et on a pris conscience de l'imbrication des facteurs sociaux, économiques, culturels et politiques.

Après la décolonisation politique qui devait réaliser le droit des peuples (dont on fête un peu partout le cinquantenaire), on avait espéré que la prospérité pour tous, ce qu'on a appelé le développement allait suivre. Mais cinquante années après les indépendances et à peu près autant d'années de politique de développement le constat est là clair et net : c'est l'existence de ce que S. Latouche appelle « les trois quarts mondes », cette internationale de réfugiés, de proscrits, ces milliards de mal-nourris, bref ces éclopés du développement et de la modernité. En Afrique près de cinquante années de développement ont engendré des résultats différents des objectifs assignés. L'échec de toutes les politiques de développement, des expériences volontaristes menées dans ce qu'on appelait le tiers monde, la situation de déréliction dans laquelle nous nous

trouvons, ont milité pour un rejet du développement, du moins le développement tel qu'il a été compris et conçu jusqu'à maintenant.

Depuis la douloureuse rencontre avec l'Europe, l'Afrique est sous-développée parce que l'Europe est considérée comme développée. Une abondante littérature a été produite pour décrire, cerner le sous-développement en vue de sa résorption. Quelques variétés que puissent être les discours tenus sur le sous-développement (on a parlé d'endo, d'éco, d'ethno développement, de développement autocentré, authentique autonome...), ou les modernisations sémantiques (on parle de nos jours de lutte contre la pauvreté, de développement durable) leur typologie fondamentale se réduit à un modèle unique : le développement véritable se ramène au modèle de consommation occidentale, au statut lié à ce mode de vie, à la puissance magique du blanc. (Cf. discours du président Truman). Le développement sera la participation de plus en plus étendue de tous à la modernité définie par l'application des principes généraux de la raison, par la disparition progressive des particularités culturelles et sociales. La vision occidentale du monde devenait le référentiel unique.

Il est connu que l'économique est au cœur de la civilisation occidentale. Ce sont des préoccupations économiques qui expliquent le phénomène colonial qui a bouleversé les organisations traditionnelles de la production et de la consommation et qui ont fait que l'Afrique est devenue partie prenante du marché mondial. Ce noyau dur de la civilisation occidentale conduira à une appréhension économique du sous-développement : un pays sous-développé est un pays dont les habitants ont un faible niveau de vie en raison notamment de l'insuffisance de la production et du faible développement de l'industrie. Ces facteurs sont aggravés par une croissance démographique plus rapide que la progression du revenu normal. Les théoriciens de tous bords, en acceptant la thèse du sous-développement de l'Afrique, posaient tacitement ou explicitement que l'occident est le modèle de développement et que la solution du sous-développement se trouve dans un mimétisme de l'occident, car le développement est conçu comme une course de rattrapage sur le plan économique des nations favorisées. Le sous-développement est posé et compris comme un retard. Il y a sous-développement par rapport à autre chose qui est le développement dans son identification au modèle occidental lui-même persuadé d'être le meilleur et, pour en référer à S. Latouche, jouant de la fascination qu'il exerce sur les élites et les peuples pour s'exporter au Sud et à l'Est. Le sous-développement est absence de développement c'est-à-dire d'occidentalisation.

En dépit de l'identification de ses supposées causes, en dépit de cinquante ans d'histoire liée au développement, le retard n'a pas pu être comblé et la course de rattrapage se révèle une course sans poteau d'arrivée. Le sous-développement est toujours là marquant la fin des certitudes et le début des interrogations : qu'est-ce que le développement ? Le développement synonyme d'occidentalisation n'est ni souhaitable ni possible. Est-il même possible dans les conditions dans lesquelles nous nous trouvons ? (Crise environnementale).

Face aux nombreux échecs enregistrés dans le processus de développement et face aux explications parfois simplistes, dont l'origine remonte à l'époque coloniale et qui ne suffisent plus à en rendre compte, les différentes interrogations soulevées ont abouti au constat qu'il fallait admettre que les « *conceptions du développement ont largement reposé sur la non-reconnaissance de leurs (les sociétés africaines) réalités que celles-ci notamment les structures agraires et les systèmes de production, font fréquemment obstacle aux améliorations techniques*

*et aux innovations agricoles non point à cause de leur irrationalité ou de leur inaptitude ou progrès, mais parce qu'ils sont méconnus en tant que logiques sociales (Dozon et Pontié, 1985) ». En somme, l'univers des paysans n'est pas une terre vierge. La prise en considération des traditions locales est donc un impératif, car d'une part, même si ces structures sociales semblent obsolètes, 'on n'évaluera jamais assez combien il est pénible et coûteux à une population d'abandonner ses coutumes ancestrales pour s'adapter à une société préindustrielle, administrative où les règlements ne sont plus ceux du groupe de base, mais constituent des lois abstraites et incomprises » (Ouédraogo Lédea Bernard, 1990).*

Déjà en 1972 le club de Rome avait annoncé l'échec du développement mimétique. Des esprits très alertes, il y a près de cinquante ans, avaient tiré la sonnette d'alarme. C'est en 1962 que René Dumont écrivait que l'Afrique noire est mal partie. Le pessimisme de son ouvrage était une stigmatisation de ce qu'on appelait politique de développement. En 1966 Albert Meister publiait *L'Afrique peut-elle partir?*

E. Pisani faisait le constat « *dépenses somptuaires, mauvaise administration, corruption : l'Afrique a beaucoup gaspillé. Mais quel usage vraiment différent pouvait-elle faire du modèle et des instruments venus d'ailleurs? L'imaginaire social, les besoins, les outils, les techniques n'étaient pas ceux des africains. Les mythes, les structures, les attitudes et les pratiques étaient inadaptés au continent auquel ils étaient apportés, en fait imposés de l'extérieur. La greffe a mal pris : l'organisme a été atteint* » (Pisani : 1988). Face aux nombreux projets de développement qui n'ont pas permis d'atteindre les objectifs escomptés, bien des écrits ont stigmatisé le fait que les projets de développement ne tenaient pas suffisamment compte des aspirations profondes, des savoirs faire et des stratégies des populations locales. La volonté d'imprimer une coloration locale au processus de développement va être au fondement de nombreuses politiques de développement.

Les dégâts du développement se repèrent dans cette incompatibilité entre développement et environnement. En effet, le développement comme paradigme occidental est une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles. C'est une entreprise agressive envers la nature comme envers les peuples. C'est ce développement qui domine la planète depuis plusieurs siècles engendrant les problèmes sociaux et environnementaux actuels : exclusion, pauvreté, pollutions diverses, etc.

Si par développement on doit entendre le mode de vie pratiqué en occident, alors l'humanité développée restera à jamais une minorité. Dit autrement : le modèle de développement dominant, le modèle occidental n'est ni projetable, ni soutenable, ni universalisable. Ce modèle de développement est au principe d'une double destruction qui peut être létale : une destruction anthropologique et une destruction naturelle ou écologique. Si la maison brûle, c'est parce que ce modèle consomme, en ce moment selon certaines estimations, trois planètes. Les aspirations légitimes des populations du sud au bien-être ne sont pas compatibles avec les limites de la nature. Le mode de vie promu en occident qui fait rêver la misère du monde, selon l'heureuse formule de B. Méheuts, n'est pas généralisable sous sa forme actuelle sauf suicide de l'espèce. De ces constats émerge un intérêt marqué pour les savoirs locaux qui seront crédités d'être très respectueux de l'environnement et ayant permis à de nombreuses populations rurales de s'adapter. Un document de la FAO relevait à ce sujet « *les populations rurales dépendent de leur*

*environnement depuis des milliers d'années, et ont construit au fil des années un capital de connaissance sur cet environnement. Grâce à cette relation unique, les hommes et femmes vivant en milieu rural ont accumulé des savoirs spécialisés sur la biodiversité et la gestion des ressources naturelles, qui leur permettent de se protéger contre les mauvaises récoltes, les pertes de bétail, le manque de fertilité des sols, les changements climatiques et d'autres menaces. »*

Les problèmes environnementaux renforceront l'intérêt pour les savoirs locaux en tant que quand il question d'environnement, de problèmes écologiques, on a cette tendance à se retourner vers le passé avec nostalgie en considérant que c'était mieux parce que l'on considère que les populations traditionnelles ont développé, dans leur relation avec l'environnement, un profond souci de préservation. Une connaissance des ressources naturelles et des moyens de les préserver, s'il faut en croire S. Rabourdin, est souvent codée dans les traditions transmises de génération en génération.

## **II. Le concept de savoirs locaux**

Les sociétés rurales disposaient d'une nomenclature détaillée des plantes, possédaient des moyens pour diagnostiquer et traiter les maladies humaines et animales. Ils avaient adopté des techniques de cultures adaptées aux différents types de sols. Ils savaient récupérer, agencer, recycler, inventer du neuf avec de l'ancien à partir de matériaux usagés. Cette somme de connaissance constitue un réservoir de ressources culturelles et techniques dans chaque société. En faisant allusion aux connaissances accumulées par les savoirs paysans dans les différentes contrées du monde, on parle aujourd'hui de savoirs localisés, de savoirs indigènes, ou encore de savoirs autochtones. Olivier De Sardan (1988) usera du terme de savoirs populaires techniques afin de mettre en relief le fait qu'ils constituent des stocks de connaissances pragmatiques, opérationnelles pour les producteurs ruraux. L'intérêt, pour ces savoirs, est très récent.

La conférence de Rio de Janeiro sur la protection de biodiversité en juin 1992 qui a accouché de l'agenda 21 avait recommandé à la communauté internationale d'inventorier les savoirs locaux considérés comme pouvant sous-tendre un développement durable. En septembre 1992 se tenait aux Philippines une conférence internationale sur le thème « Savoirs locaux et développement durable ». Elle sera suivie de celle de la Banque mondiale sur le même thème en septembre 1993. Cinq ans après le sommet de Rio, en juin 1997 le Canada et la Banque Mondiale organisaient à Toronto la première conférence mondiale sur le savoir et le développement avec un accent particulier mis sur les savoirs locaux. Enfin, la Banque Mondiale lançait en 1998 son programme « Savoirs locaux au service du développement » qui ambitionne l'intégration des systèmes de connaissances et des pratiques de développement à base communautaire dans ses programmes. C'est à ce programme que l'on doit en 2004 la publication du document intitulé : « *les connaissances autochtones : des approches locales pour un développement global* ». Les savoirs locaux, jadis considérés par moments comme des curiosités exotiques ou comme des obstacles au progrès sont à présent considérés comme essentiels dans l'impulsion des dynamiques de développement. Savoirs locaux et développement ne sont plus perçus comme antagoniques. Au départ, le développement renvoyait à la modernité, au triomphe de la raison et au progrès de l'esprit humain tandis que les savoirs locaux relevaient de la tradition et les mentalités liées aux traditions et aux cosmologies locales jugées surannées devaient évoluer vers la modernité. Mais l'échec du développement conduira au constat que les communautés rurales en Afrique ou ailleurs avaient une connaissance pointue de leur environnement et qu'elles ont su développer des mécanismes d'utilisation de cette connaissance et des ressources naturelles. Ce

corps de connaissance s'est transmis de génération en génération et a assuré la survie des sociétés traditionnelles. Ces savoirs ont toujours été essentiels pour l'adaptation aux conditions environnementales. Ils représentent une dimension importante de la culture des communautés rurales et sont appréhendés comme pouvant être de puissants vecteurs de développement. Brokensha et al. (1980) reconnaissent à ce sujet qu'« *intégrer les savoirs locaux dans la planification est une courtoisie à l'endroit des populations concernées, un premier pas décisif vers un développement véritable; c'est mettre l'accent sur les besoins et les ressources humaines plutôt que sur les aspects purement matériels; c'est rendre possible l'adaptation de la technologie aux besoins locaux; c'est la voie la plus efficace pour utiliser la recherche et le développement de type occidental dans les pays en développement. Intégrer les savoirs locaux dans la planification du développement préserve un précieux savoir local, encourage les communautés de base à dresser leur propre diagnostic, élève le degré de conscience et conduit à une légitime fierté locale, implique les bénéficiaires et permet l'utilisation de compétences locales dans un système de gestion et de suivi, de prévention et de feed-back. Tous ces arguments positifs (en plus de ceux négatifs, tels que la probabilité d'échec si l'on ignore les savoirs locaux) constituent une bonne raison pour intégrer ces savoirs dans les programmes de développement* ». S'il est un domaine où les savoirs locaux ont fait la preuve de leur efficacité, c'est bien celui de la gestion des ressources naturelles. Deux exemples (sources CAPES) au Burkina Faso sont illustratifs de cette réalité :

- Le projet agro-forestier

La technique des cordons pierreux introduite avec succès par l'ONG Oxfam dans le cadre du projet agro-forestier (1982) visait à lutter contre l'érosion. Elle consiste à aligner judicieusement les pierres à travers les champs en suivant les courbes de niveau. Le principe des cordons pierreux consiste à freiner la vitesse des eaux de ruissellement afin de permettre l'infiltration du maximum. Le succès du projet est imputable au fait que cette technique est une amélioration de la technique traditionnelle de cordons pierreux déjà pratiquée par les agriculteurs de la localité et de ce fait suscitait un engouement réel des populations. Cette pratique a fait la preuve de son efficacité dans cette région du Burkina en tant qu'elle a permis de récupérer des sols dégradés, des sols jusque inaptes à la culture. Elle a contribué à augmenter significativement la production agricole.

Ce succès est d'autant plus méritoire qu'il vient après l'échec du programme massif de restauration des sols au Yatenga financé par le Fonds européen de développement au début des années 1960. S'il faut en croire P. Harrison, les bulldozers ont débarqué et ont érigé des sites anti-érosifs en terre couvrant 120000ha de superficie. Inutile de rappeler que les populations concernées n'étaient nullement impliquées. Elles gardaient en souvenir le spectacle qu'offraient ces bulldozers dont le nombre et la taille impressionnaient. Que savaient les populations des finalités de ces ouvrages, de leurs entretiens? Rien. Évidemment, les ouvrages n'ont pas été entretenus et se sont intégralement détériorés. (cf. Dialla CAPES).

Cet exemple illustre la pertinence des savoirs locaux dans la réussite des projets

Du fait de son efficacité, elle a été adoptée par presque toutes les régions du Burkina Faso, mais aussi par des communautés des pays voisins comme le Niger.

- La technique du zaï

La dégradation des ressources naturelles et la désertification redevable aux aléas climatiques et à la pression démographique seront cause du développement de techniques traditionnelles de restauration du capital agro-écologique dont le ZAÏ. Ce terme, dans la

langue de la localité, est expressif de l'acte de creuser, mais aussi de la rapidité de l'acte lui-même.

Cette technique consiste :

- en un premier temps, en début de la saison sèche (aux alentours du mois de mars) à creuser en quinconce sur les terres arides, des terres où rien ne poussait auparavant, des trous, des cuvettes 20 à 40 cm de diamètres, de 10 à 20 cm de profondeur espacés 80 à 100 cm. La terre extraite est disposée au bord du trou en forme de demi-lune, en suivant la courbe de niveau, de manière à former une barrière qui collectera et retiendra l'eau dans la cuvette. Pendant la saison sèche, les trous reçoivent le sable et les matières organiques drainés par le vent;

- en un second temps, deux poignées de fumure organique, en général des excréments d'animaux, sont déposées dans les cuvettes au début du mois de mai avec l'arrivée des premières pluies. La fumure organique a cette capacité d'attirer les termites qui creusent des galeries dans les cuvettes qui deviennent comme des entonnoirs. L'eau des premières pluies créera dans les cuvettes des poches d'humidité très profondes résistant à l'évaporation. Cette technique permet la concentration dans les cuvettes de l'eau de ruissellement et des substances nutritives;

- en un troisième temps, on va enfouir les semences dans les cuvettes pendant la période des semis, aux alentours de début juin. Ensuite ce sont les périodes de labour en juillet et août. L'année suivante, les paysans creusent de nouvelles cuvettes entre les premières et y mettent encore de la fumure organique. Au bout cinq ans, la terre auparavant aride, ou dégradée, abandonnée, est intégralement réhabilitée et donne de bonnes récoltes.

Technique très efficace, le Zai a permis aux agriculteurs mossis du Yatenga de récupérer des terres dégradées, de régénérer les ressources forestières et d'accroître leur production agricole. Technique très utilisée par les communautés rurales du nord du Burkina Faso, elle s'est exportée au Niger sous l'appellation de Tassa qui signifie trou, cuvette.

À partir de ces exemples rien de plus normal que les savoirs autochtones, les savoirs locaux deviennent un des enjeux majeurs des programmes internationaux en matière de développement et d'environnement. On ne peut que souscrire à une telle orientation tant l'efficacité des savoirs locaux en la matière est indéniable et ils contribuent à améliorer les conditions des populations.

### **III. Les savoirs locaux sont-ils une solution?**

Cependant, on peut s'interroger sur l'impact véritable des savoirs locaux dans la résolution des crises environnementales auxquelles nous sommes confrontés. L'histoire peut-elle faire un retour en arrière? En effet colossaux sont les périls écologiques qui se sont accumulés depuis le début de l'ère industrielle. On peut recenser rapidement : la pénurie d'eau douce, la dégradation des sols, la perte de la biodiversité, l'accumulation des déchets toxiques, l'explosion démographique. Mais ce sont les changements climatiques qui occupent les devants de la scène en tant qu'il s'agit incontestablement de l'une des menaces la plus lourde de conséquences et la plus difficile à combattre. Face à des problèmes d'une telle gravité les sociétés traditionnelles peuvent-elles porter secours aux sociétés modernes en s'inspirant du titre de l'ouvrage de S. Roubin quand on sait que l'empreinte écologique est de 9,5ha pour un américain et de 1 ha pour un africain et que les pauvres aspirent à la consommation luxueuse et ostentatoire des riches dont les coûts écologiques sont connus?

La résolution des problèmes environnementaux est confrontée davantage aux obstacles sociopolitiques qu'aux difficultés technoscientifiques. S'il en est ainsi c'est parce les sociétés humaines en général, les nantis en particulier sont très réfractaires à toute réorientation rapide brutale des modes production et de consommation en raison des coûts élevés des actions à mener et de leur impact sur la distribution des richesses et des positions sociales avec comme corollaire le choc de puissants intérêts et partant la remise en cause des hiérarchies sociales, des positions acquises. En effet comme l'écrit fort pertinemment F. Warin « *il est beaucoup plus difficile pour l'humanité de se battre contre elle-même que de ne se battre contre la violence de la nature* ». Sinon comment comprendre que face à l'étendue et à l'énormité du désastre écologique (la formule est désormais de notoriété : la maison brûle et nous regardons ailleurs), on en soit encore à des hésitations, à des mesurées. Au slogan altermondialiste " *un autre monde est possible* " on peut rétorquer avec F. Warin que la catastrophe est déjà là, les seuils d'irréversibilité ont d'ores et déjà été dépassés et ce qui étaient possible hier ne l'est plus aujourd'hui, notre action ne cessant de modifier les mondes possibles, de modifier et de réduire nos marges de manœuvre, d'ouvrir, mais aussi de fermer des portes et des voies. La France a le nucléaire (soudainement blanchi par la vertu du réchauffement climatique dont l'extrême gravité, il est vrai pourrait basculer des variables clés et provoquer le déferlement massif de vagues migratoires dévastatrices), la Chine a le charbon, l'Allemagne les grosses cylindrées, les États-Unis la surconsommation... et tous freinent des quatre fers refusant de remettre leurs propres choix en cause et de changer de paradigme (Warin, 2010). Quelle peut être la portée, l'impact des savoirs locaux dans un tel contexte?

On est ici contraint ici de faire rebondir des généralités, des évidences : les économies occidentales ont toujours pris l'énergie de leur croissance hors d'elle-même via l'esclavage, la colonisation, la domination géostratégique. La globalisation de ce type d'économie ne peut conduire qu'à l'implosion du système entier. Une économie globale, pour souscrire aux propos d'Harald Welzer n'a plus un ailleurs à exploiter à ses propres fins. Depuis Simondon, comme nous le rappelle Bertrand Méheust, il est connu que toute société tend à persévérer dans l'être et comme tout système, elle ne pourra se transformer que lorsqu'elle sera devenue incompatible avec elle-même, lorsqu'elle sera saturée. Alors seulement elle pourra se restructurer sur un autre plan de façon soudaine. Mais on n'empêchera pas un système d'aller jusqu'au bout de sa logique propre jusqu'à une saturation; c'est la seule contrainte à laquelle il obéit. On ne peut que souscrire à cette analyse de F. Warin « *on n'empêchera pas la société de descendre aux enfers jusqu'à l'inéluctable catastrophe, la technique apparaissant à chaque fois, dans une suite sans fin, comme le remède aux maux qu'elle a provoqués. Notre système économique ne peut pas se reformer, il ne peut aller que de crise en crise, de bulle en bulle, de dette en dette dans une fuite en avant perpétuelle. L'échec du sommet du G 20 et celui de Copenhague a montré, s'il en était encore besoin, que le capitalisme financier déconnecté de toute économie réelle, à peine le danger de la crise écarté, s'était relancé dans la spéculation la plus effrénée et la course aux bonus. Un libéralisme qui fait fi de toute régulation a gagné la bataille, il est désormais sans dehors et, sourd à la souffrance et à la plainte de la terre, c'est l'humanité elle-même qu'il a condamnée à la mort* » (Warin, 2010).

## **Conclusion**

Toutes nos actions semblent orientées, dans cette perspective, à prolonger le temps du sursis qui est le nôtre. L'intérêt des savoirs locaux ne s'appréhende véritablement que dans cette optique. Ils permettent, bien efficacement de différer la saturation, car il y a dans la crise écologique de l'irréversible. Les savoirs locaux peuvent y aider grandement en permettant de ne pas jeter de l'huile sur l'incendie de la maison commune, la biosphère, cette exception presque miraculeuse dans un environnement vide et glacé selon le mot de Bertrand Méheuts, ne pourra pas longtemps supporter la croissance continue. Les savoirs locaux sont de puissants vecteurs pour différer la phase terminale de la saturation, qui est descente aux enfers en tant qu'elles ne s'inscrivent pas dans la logique de l'exploitation létale des deux ressources originaires que sont les ressources naturelles et les ressources anthropologiques.

## **Bibliographie**

Brokensha (D W) (et al.), *Indigenous system end development*, Lanham, Maryland, University Press of America, 1980

Dialla (B.E.), *Les savoirs locaux : un capital culturel souvent occulté*, Document CAPES 2004  
Méheuts (B), *La politique de l'oxymore*, Éditions La Découverte, 2009

Ouédraogo, (B.L.) *Entraide villageoise et développement. Groupements paysans au Burkina Faso*, Paris L'Harmattan 1990

Pisani (E), *Pour l'Afrique*, Éditions Odile Jacob, 1988

Rabourdin (S) *Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes* Éditions Delachaux et Nestlé, 2009

Warin, *Développement durable : un oxymore*, communication au colloque du CEPAPE 2010, à paraître dans les actes

Welzer (H), *Les guerres du climat*, Éditions Gallimard, 2009